MUTLOG : Siren 325 942 969
MUTLOG Garanties : Siren 384 253 605

# REUNION DES DELEGUES

## FEVRIER 2017

# ORDRE DU JOUR

- 10h00 - Accueil des participants
- 10h15 - Mot d'accueil du Président Philippe BRUNET
- 10h30 - Présentation d'ALTUS EVOLUTION
- 11h30 - Point sur la liberté et la protection du consommateur en assurance emprunteur
- 12h00 - Election des représentants de section
- 12h30 - Déjeuner

# MOT D'ACCUEIL DU PRESIDENT

## PHILIPPE BRUNET

# PAYSAGE DE L'ASSURANCE

- **ENVIRONNEMENT REGLEMENTAIRE**
  - Assurés / adhérents
  - Volatilités / résiliations

- **ENVIRONNEMENT TECHNIQUE**
  - Exigences de services
  - Révolution techniques

- **ENVIRONNEMENT FINANCIER**
  - Médiocre rentabilité financière
  - Exigence de solvabilité 2

- **ENVIRONNEMENT MARCHE**
  - Critères CCSF
  - Besoin d'augmenter part de marché
  - Regroupement
  - Digitalisation

# PRESENTATION D'ALTUS EVOLUTION

PAR FREDERIC SURANYI
DIRECTEUR DU DEVELOPPEMENT

# ALTUS EVOLUTION

1. Les critères CCSF retenus par les banques
2. Adaptation d'ALTUS EVOLUTION aux critères CCSF
3. Les garanties du contrat
4. La distribution du contrat
5. Exemples de tarification
6. La communication sur le contrat
7. L'évolution de la production

# ❶ LES CRITERES CCSF RETENUS PAR LES BANQUES (1)

| Critère | Réponse Banques |
|---|---|
| Couverture des sports amateurs | Oui : 2 banques<br>Non : 11 banques |
| Maintien de la couverture dans le monde entier | Oui : 13 banques |
| Couverture de la garantie Décès pendant toute la durée du prêt | Limites entre 70 et 80 ans |
| Couverture de la garantie PTIA pendant toute la durée du prêt | Limites entre 60 et 71 ans |
| Couverture de la garantie Incapacité pendant toute la durée du prêt | Oui : 11 banques (limites de 65 à 71 ans)<br>Non : 2 banques |
| Délai de franchise (en jours) | 90 jours pour 11 banques<br>Au choix pour 2 banques |
| Pour une personne en activité, évaluation de l'incapacité en fonction de la profession exercée au jour du sinistre | Oui : 10 banques<br>Non : 3 banques |
| Pour une personne en activité, prestation égale à la mensualité assurée sans référence à la perte de revenu | Oui : 9 banques<br>Non : 4 banques |
| Mi-temps thérapeutique avec minimum 50% sur 3 mois | Oui : 5 banques<br>Non : 8 banques |

# ❶ LES CRITERES CCSF RETENUS PAR LES BANQUES (2)

| Critère | Réponse Banques |
|---|---|
| Couverture des inactifs au moment du sinistre Incapacité | Oui : 6 banques, dont 2 à 100%<br>Non : 5 banques |
| Couverture des affections dorsales en Incapacité | Sans conditions : 5 banques<br>Avec conditions : 8 banques |
| Couverture des affections psychiatriques en Incapacité | Sans conditions : 5 banques<br>Avec conditions : 8 banques |
| Couverture de la garantie Invalidité pendant toute la durée du prêt | Oui : 12 banques, limites entre 65 et 71 ans<br>Non : 1 banque |
| Pour une personne en activité, évaluation de l'invalidité en fonction de la profession exercée au jour du sinistre | Oui : 8 banques<br>Non : 5 banques |
| Prise en charge de l'invalidité totale, sans référence à la perte de revenu subie au moment du sinistre | Oui : 9 banques<br>Non : 4 banques |
| Prise en charge de l'invalidité partielle (IPP) à partir de 33% | Oui : 6 banques<br>Non : 7 banques |
| Couverture des affections dorsales en Invalidité | Sans conditions : 4 banques<br>Avec conditions : 9 banques |
| Couverture des affections psychiatriques en Invalidité | Sans conditions : 4 banques<br>Avec conditions : 9 banques |

# ❷ ADAPTATION D'ALTUS EVOLUTION AUX CRITERES CCSF (1)

| Critère | Réponse ALTUS EVOLUTION |
|---|---|
| Couverture des sports amateurs | ☑ OUI ☐ NON |
| Maintien de la couverture dans le monde entier | ☑ OUI ☐ NON |
| Couverture de la garantie Décès pendant toute la durée du prêt | ☑ OUI, limitée au 85ème anniv. |
| Couverture de la garantie PTIA pendant toute la durée du prêt | ☑ OUI, limitée au 70ème anniv. |
| Couverture de la garantie Incapacité pendant toute la durée du prêt | ☑ OUI, limitée au 70ème anniv. |
| Délai de franchise (en jours) | ☑ 30 ☐ 60 ☑ 90 ☐ 120 ☑ 180 |
| Pour une personne en activité, évaluation de l'incapacité en fonction de la profession exercée au jour du sinistre | ☑ OUI ☐ NON |
| Pour une personne en activité, prestation égale à la mensualité assurée sans référence à la perte de revenu | ☑ OUI ☐ NON |
| Mi-temps thérapeutique avec minimum 50% sur 3 mois | ☑ OUI (50% sur 12 mois) |

# ❷ ADAPTATION D'ALTUS EVOLUTION AUX CRITERES CCSF (2)

| Critère | Réponse ALTUS EVOLUTION |
|---|---|
| Couverture des inactifs au moment du sinistre Incapacité | ☑ OUI ☐ NON<br>Avec un taux de<br>☐ 1-49% ☐ 50-99% ☑ 100% |
| Couverture des affections dorsales en Incapacité | ☑ Sans conditions (en option)<br>☐ Avec conditions d'hospitalisation ou d'intervention |
| Couverture des affections psychiatriques en Incapacité | ☑ Sans conditions (en option)<br>☐ Avec conditions d'hospitalisation |
| Couverture de la garantie Invalidité pendant toute la durée du prêt | ☑ OUI ☐ NON |
| Pour une personne en activité, évaluation de l'invalidité en fonction de la profession exercée au jour du sinistre | ☑ OUI ☐ NON |
| Prise en charge de l'invalidité totale, sans référence à la perte de revenu subie au moment du sinistre | ☑ OUI ☐ NON |
| Prise en charge de l'invalidité partielle (IPP) à partir de 33% | ☑ OUI ☐ NON |
| Couverture des affections dorsales en Invalidité | ☑ Sans conditions (en option)<br>☐ Avec conditions d'hospitalisation ou d'intervention |
| Couverture des affections psychiatriques en Invalidité | ☑ Sans conditions (en option)<br>☐ Avec conditions d'hospitalisation ou d'intervention |

# ❸ LES GARANTIES DU CONTRAT ALTUS EVOLUTION

- Un produit modulable
- Des garanties étendues, associées aux « plus solidaires » de MUTLOG
- Une tarification simple

Un double objectif : S'adapter aux besoins des emprunteurs, en respectant les exigences des organismes prêteurs.

# ❸ LES GARANTIES DU CONTRAT ALTUS EVOLUTION
# LES GARANTIES « SOCLE »

- Décès, PTIA, Invalidité Permanente Totale, Incapacité Temporaire, Perte d'Emploi Indemnisée
- Age limite de couvertures : Décès 80 ans (voire 85 ans pour les souscriptions entre 66 et 75 ans), PTIA/Invalidités/Incapacité 70 ans, Perte d'Emploi Indemnisée 65 ans
- Territorialité à l'adhésion : France Métropolitaine et DROM
- Territorialité des garanties : Monde entier
- Exonération de cotisation pendant le versement de prestations
- Aucune carence (délai d'attente) en Décès, PTIA, Invalidité/Incapacité
- Définition de l'Incapacité et de l'Invalidité en fonction de **LA** profession de l'assuré
- Prestation en Incapacité Temporaire : 100 % de l'échéance du prêt (pour les personnes en activité professionnelle et pour les personnes sans activité professionnelle)
- Indemnisation des Maladies Non Objectivables sous conditions d'hospitalisation (9 jours) ou d'intervention chirurgicale.
- Garanties irrévocables, forfaitaires, et non indemnitaires
- Cotisation Décès/Invalidité/Incapacité fixe : pas de surprise

# ❸ LES GARANTIES DU CONTRAT ALTUS EVOLUTION LA PERTE D'EMPLOI INDEMNISEE

- Carence de 3 mois si l'ancienneté en CDI à l'adhésion est supérieure à 1 an
  (9 mois si ancienneté comprise entre 6 mois et 1 an à l'adhésion)

- Indemnisation dès le 91ème jour pendant 36 mois au maximum, à hauteur de 50 % de l'échéance du prêt

- Prise en compte de la rupture conventionnelle

# ❸ LES GARANTIES DU CONTRAT ALTUS EVOLUTION
# LES GARANTIES OPTIONNELLES

- Décès accidentel : doublement du capital versé (100% du capital restant dû versé à la banque et 100% du capital restant dû versé à un bénéficiaire désigné à l'adhésion).
- Couverture de l'Invalidité Permanente Partielle à hauteur de 50 % de l'échéance
- Couverture du Mi-Temps Thérapeutique à hauteur de 50 % de l'échéance pendant 1 an
- Choix de franchise en Incapacité Temporaire : 30, 90 ou 180 jours
- Indemnisation des Maladies Non Objectivables sans conditions

# ❸ LES GARANTIES DU CONTRAT ALTUS EVOLUTION LES PLUS SOLIDAIRES

- Forfait supplémentaire de 500 euros en cas de PTIA (Perte Totale et Irréversible d'Autonomie)
- Aide aux accompagnants de personne en fin de vie (1 échéance mensuelle du prêt prise en charge)
- Exonération des cotisations pendant 12 mois en cas de surendettement
- Exonération des cotisations pendant 12 mois en cas de première naissance ou adoption dans la vie du contrat
- Forfait accompagnement retour à l'emploi (prêt supérieur à 25 000 euros)
  - 1000 euros si retour en CDI pendant la 1ère année de chômage
  - 500 euros si retour en CDI pendant la 2ème année de chômage
- Forfait accompagnement création d'entreprise (prêt supérieur à 25 000 euros)
  - 1000 euros

## ❹ LA DISTRIBUTION DU CONTRAT ALTUS EVOLUTION

- MATMUT
  A l'aide d'un logiciel construit en interne

- Réseau des intermédiaires de MUTLOG (Courtiers, Mutuelles)
  A l'aide du logiciel Exade, fourni par le gestionnaire Multi Impact

- La Centrale de Financement, Info Logement Finance, CG Courtage
  A l'aide d'un logiciel construit en interne, (dérivé de celui de la MATMUT)

- Le Bouche A Oreille
  A l'aide d'un logiciel construit en interne, (dérivé de celui de la MATMUT)

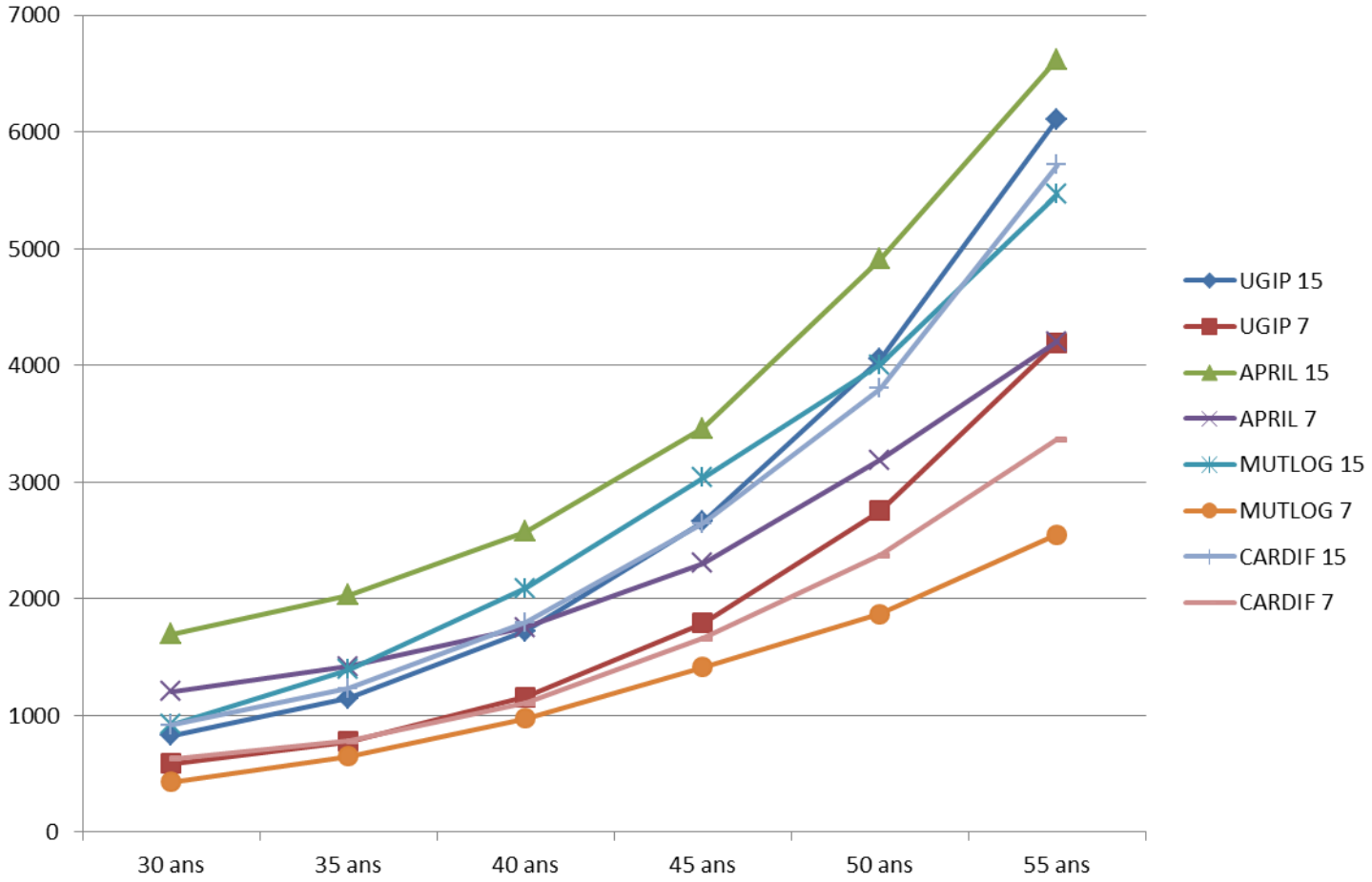


(Pour information, Concours du gestionnaire CBP pour le partenariat avec le Crédit Coopératif)

# ❺ EXEMPLES DE TARIFICATION ALTUS EVOLUTION

## 30 ANS, NON-FUMEUR, DÉCÈS, PTIA

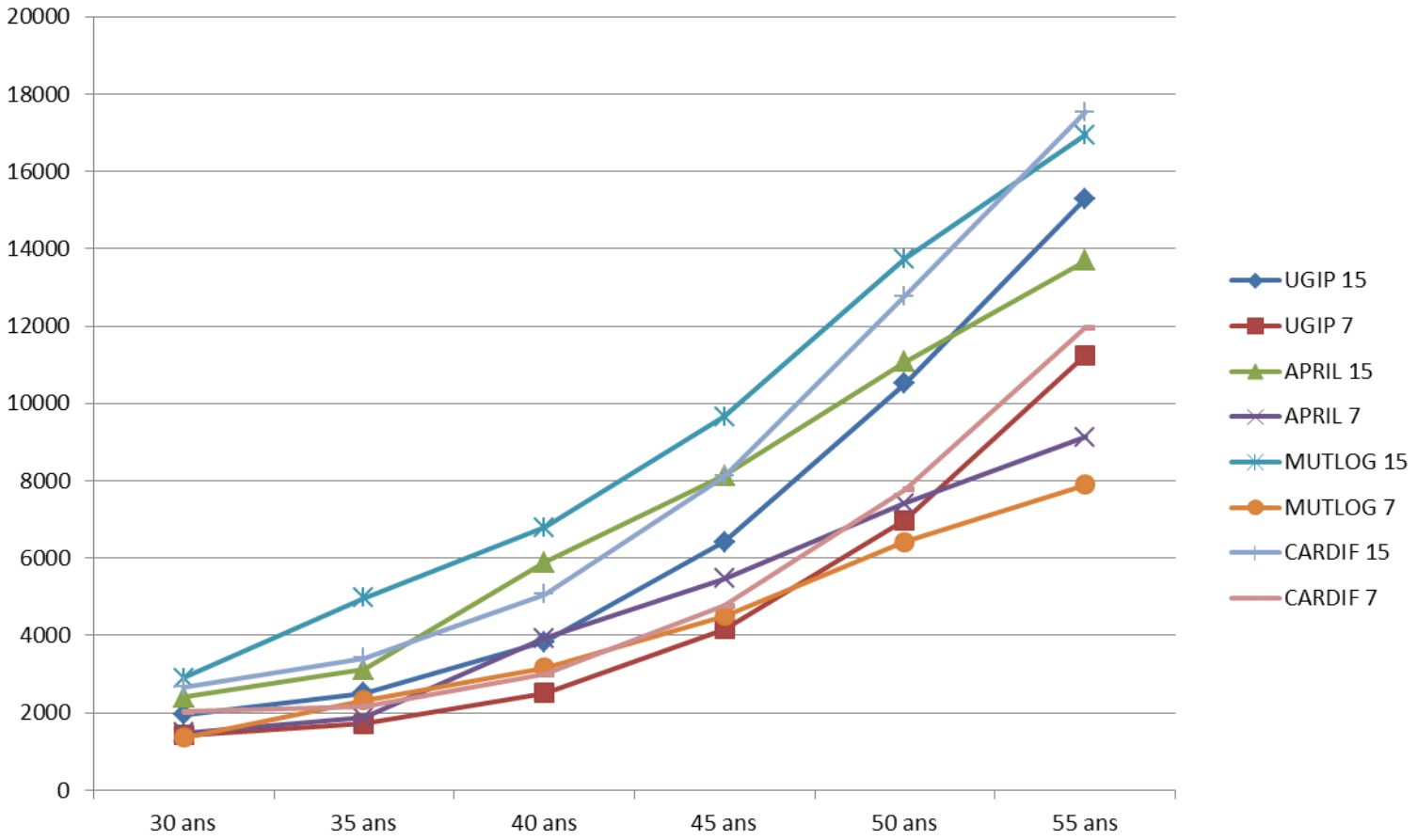
### PRIME TOTALE SUR LA DUREE POUR UN PRÊT DE 150 000 EUROS



# ❺ EXEMPLES DE TARIFICATION ALTUS EVOLUTION

## 30 ANS, NON-FUMEUR, DÉCÈS, PTIA, IPT, IPP, ITT, MTT, MNO SANS CONDITIONS

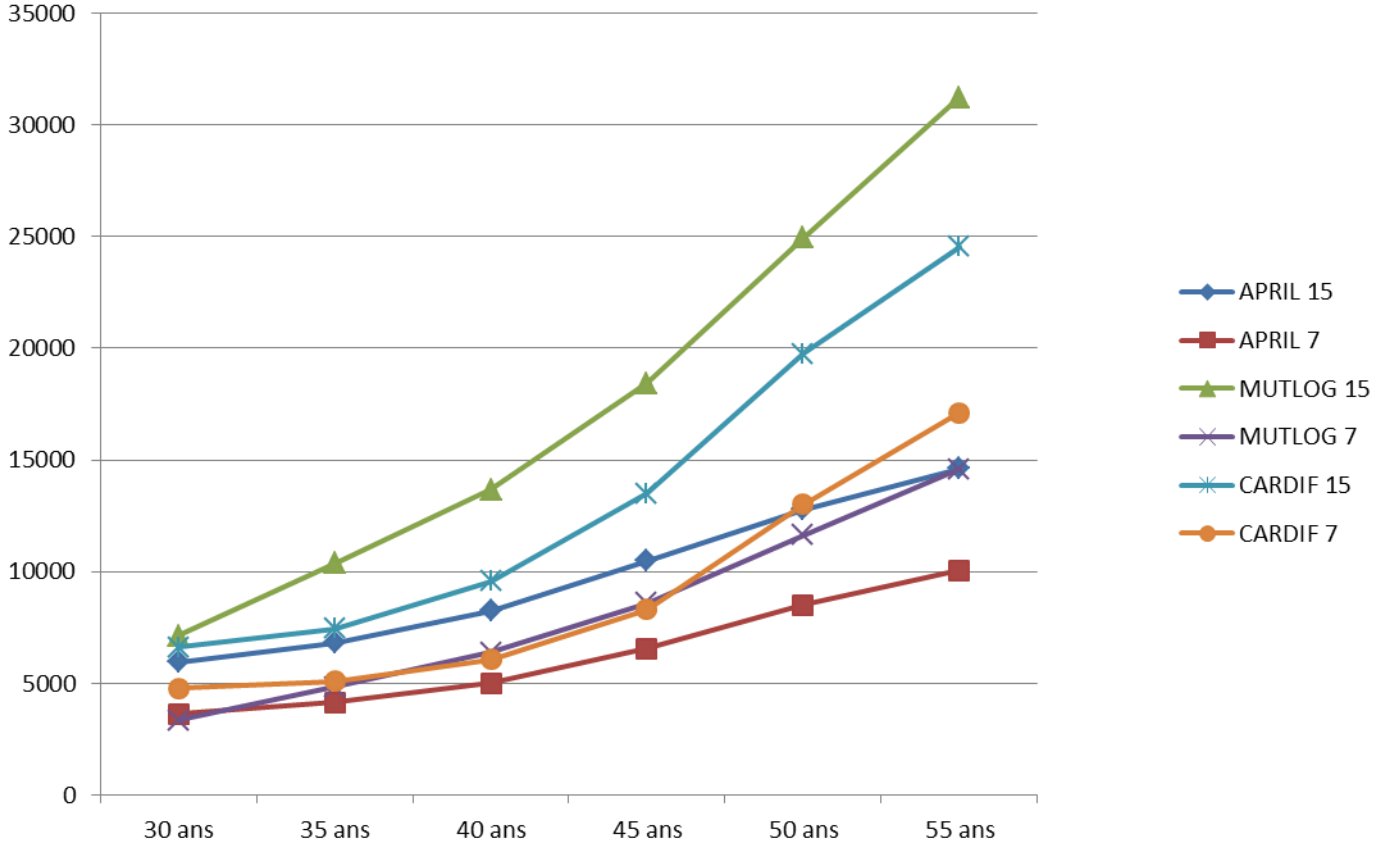
### PRIME TOTALE SUR LA DUREE POUR UN PRÊT DE 150 000 EUROS



# ❺ EXEMPLES DE TARIFICATION ALTUS EVOLUTION

## 30 ANS, NON-FUMEUR, DÉCÈS, PTIA, IPT, IPP, ITT, MTT, MNO SANS CONDITIONS ET PEI

### PRIME TOTALE SUR LA DUREE POUR UN PRÊT DE 150 000 EUROS



# ❻ LA COMMUNICATION SUR LE CONTRAT ALTUS EVOLUTION

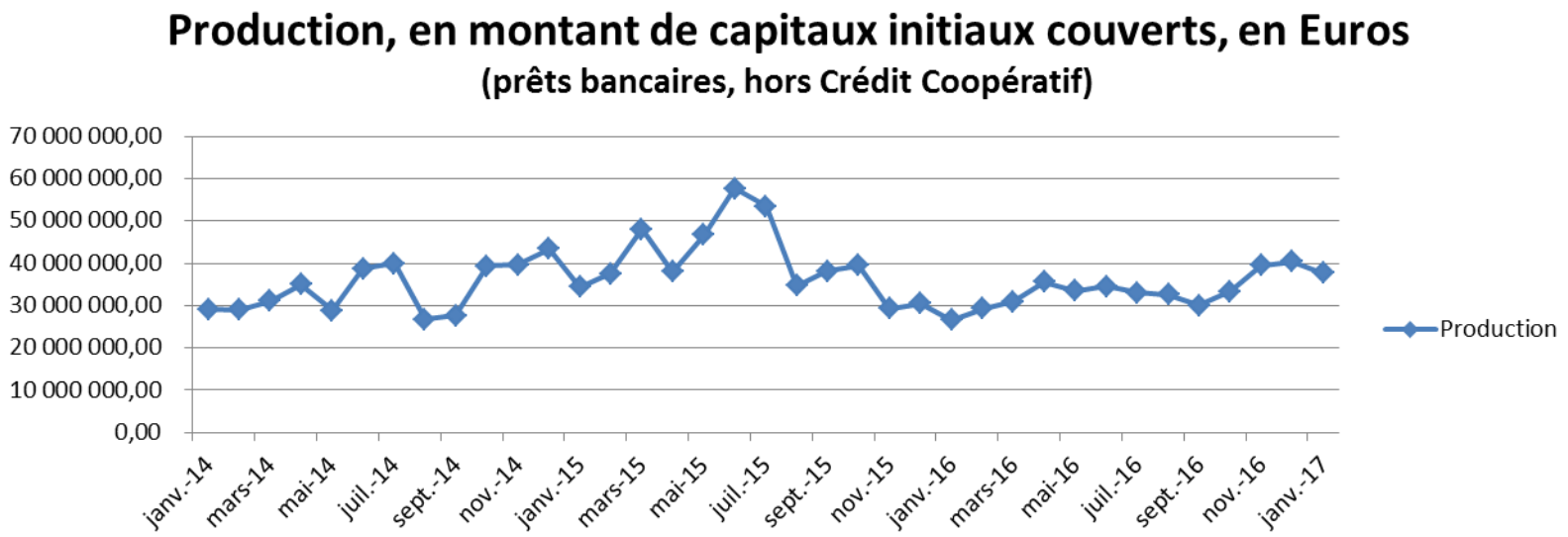
- Refonte du site Internet www.mutlog.fr
  - Nouvelle mise en page
  - Plus d'actualités
  - Nouveau tarificateur (février 2017)

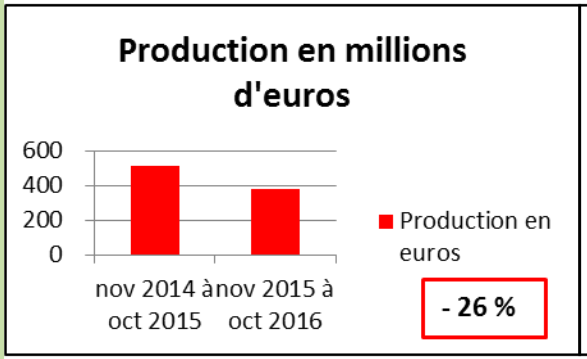
- Label d'Excellence des Dossiers de l'Epargne 2017
  - ALTUS EVOLUTION DECES/PTIA/INCAPACITE/INVALIDITES
  - ALTUS EVOLUTION PERTE D'EMPLOI INDEMNISEE

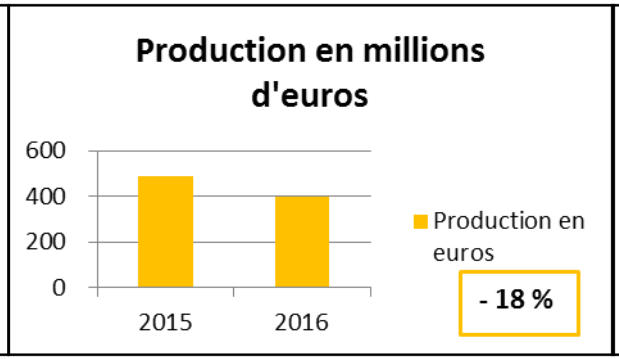
- Trophée de l'Innovation Profidéo
  - Exonération de cotisation d'un an en cas de première naissance ou adoption pendant la durée du contrat

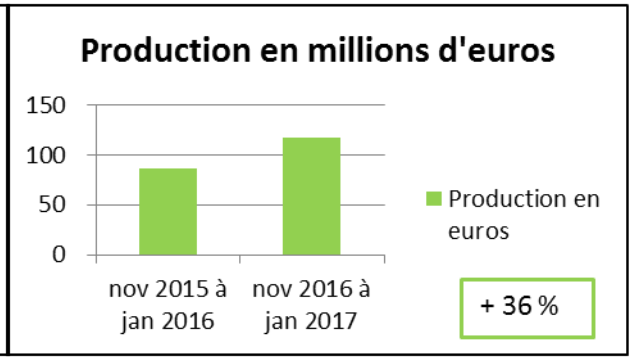
- Argus de l'Assurance :
  - 1 demi-page répétée pendant 2 semaines en septembre 2016
  - 1 page de présentation du produit diffusé par MATMUT en décembre 2016

# ❼ EVOLUTION DE LA PRODUCTION DEPUIS 2014



# POINT SUR LA LIBERTE ET LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR EN ASSURANCE EMPRUNTEUR

PAR LAURENCE LEBLANC
DIRECTEUR DE LA PREVOYANCE

# PLAN

❶ La résiliation : une longue histoire législative…

1) La Loi dite Lagarde
2) La Loi dite Moscovici
3) La Loi dite Hamon
4) Décision du Conseil Constitutionnel
5) Procédure accélérée du gouvernement

❷ La résiliation et la jurisprudence

❸ Le droit à l'oubli

# ❶ LA RESILIATION : UNE LONGUE HISTOIRE LEGISLATIVE…

## 1) La Loi Lagarde (n°2010-737 du 1er juillet 2010 )

Volonté de réformer en profondeur la protection du consommateur en matière de crédit et sa liberté de choisir.

- Création d'une fiche d'information, pour profiler l'offre de prêt et d'assurance au candidat à l'emprunt,
- Inscription dans la loi d'un « devoir d'explication » du prêteur à l'égard de l'emprunteur,
- Création d'une liberté de choisir l'assurance emprunteur, dès lors que les garanties sont **« suffisantes »,** sans changer le taux du crédit
- Affichage du prix de l'assurance en euros/mois.

Rien, cependant, ne précise la manière dont la banque doit juger l'assurance alternative.

# ❶ LA RESILIATION : UNE LONGUE HISTOIRE LEGISLATIVE…

## 2) La Loi de séparation et de régulation des activités bancaires, dite « Loi Moscovici »

(n°2013-672 du 26/07/2013).

renforce l'information du consommateur en matière d'assurance emprunteur en leur donnant une base de comparaison, par une harmonisation tarifaire :

- le coût de l'assurance s'exprimera désormais :
  - en taux annuel effectif d'assurance (TAEA),
  - en coût total en euros des garanties, sur la durée totale du prêt,
  - et toujours en euros par mois.

**Il ne pourra plus être exigé le paiement de frais supplémentaires, pour analyser le contrat d'assurance délégué.**

# ❶ LA RESILIATION : UNE LONGUE HISTOIRE LEGISLATIVE…

## 3) La Loi Hamon **(n°2014-344 du 17/03/2014) – L221-10 du Code de la Mutualité**

Loi relative à a consommation (article L313-30 et suivant du Code de la consommation) :

- Une « substitution » de l'assurance emprunteur dans les 12 mois suivant la signature de l'offre de prêt,
- Un droit qui reste soumis à l'acceptation du prêteur et au respect de « **l'équivalence des garanties** ».

Les nouvelles règles de résiliation applicables à l'assurance emprunteur sont applicables aux contrats signés après **le 26 juillet 2014**,

# ❶ LA RESILIATION : UNE LONGUE HISTOIRE LEGISLATIVE…

**a) 1er amendement en faveur d'une résiliation annuelle :**

- dans le cadre du projet de loi de finances rectificative pour 2016 (09/2016),

Amendement déclaré irrecevable, n'ayant rien à voir avec le budget (cavalier législatif !) !

**b) 2ème amendement (à l'article 29 Bis B) en faveur de la résiliation annuelle :**:

- Dans le cadre de la Loi Sapin 2 sur la transparence, la lutte contre la corruption et la modernisation de la vie économique (n° 2016-1691 du 09/12/2016).

Le gouvernement indique alors que si cet amendement est adopté, il ne porterait que sur les contrats signés après son entrée en vigueur et non depuis le 17/03/2014 !

- Amendement instaurant une modification de la période de résiliation de 12 à 24 mois pour préserver la mutualisation des contrats, ce au 1er février 2017 (rejeté !).

- Amendement pour introduire, dans le code de la consommation, que l'offre de prêt doit préciser les documents que doit contenir la demande de substitution, ce, dès le 1/01/2017.

Saisine du conseil Constitutionnel !

# ❶ LA RESILIATION : UNE LONGUE HISTOIRE LEGISLATIVE…

## 4) Décision du Conseil Constitutionnel, n°2016-741 du 8/12/2016

Cette adjonction au projet de loi initial est :

- sans lien, même indirect, avec une disposition restant en discussion,
- n'est pas non plus destinée à assurer le respect de la Constitution,
- ni à opérer une coordination avec des textes en cours d'examen,
- ni à corriger une erreur matérielle.

Elle est adoptée selon une procédure contraire à la Constitution, elle lui est donc contraire.

Elle est considérée également comme un « cavalier législatif ».

# ❶ LA RESILIATION : UNE LONGUE HISTOIRE LEGISLATIVE…

## 5) Procédure accélérée du gouvernement engagée …

A l'occasion de l'examen d'un projet de loi n°3814 ratifiant deux ordonnances relatives à la partie législative du code de la consommation et sur les contrats de crédit aux consommateurs).

A cette occasion, un amendement porté par un sénateur est déposé, pour mettre en place un droit de substitution annuel pour les offres émises à compter du 01/03/2017.

Un sous-amendement, prévoyant l'application aux contrats en cours, n'a cependant pas été adopté…

Une Commission Mixte Paritaire s'est alors constituée le 17/01/2017 pour proposer un texte sur les dispositions restant en discussion.

La commission mixte paritaire a statué favorablement le 17/01/2017, sur le projet de loi n°3814, et va plus loin en réintroduisant la possibilité de substitution sur tout le stock à partir du 1er janvier 2018.

# ❷ LA RESILIATION ET LA JURISPRUDENCE

## 1) Plusieurs décisions en faveur de la résiliation annuelle (code assurance L113-12).

- 2 ARRÊTS DE LA COUR D'APPEL DE DOUAI 17/09/2015 et 21/01/2016 (En faveur de la résiliation annuelle).

- TGI VALENCE 09/02/2016 (En faveur de la résiliation annuelle).

- COUR D'APPEL DE BORDEAUX 23/03/2015

(faute du prêteur en refusant la résiliation annuelle, car le contrat est un contrat « mixte », qui relève de l'article L113-12 du Code des Assurances, d'ordre public ! (de plus, là où la Loi ne distingue pas, il convient de ne pas distinguer)

# ❷ LA RESILIATION ET LA JURISPRUDENCE

## 2) Un arrêt « coup de tonnerre »

- COUR DE CASSATION 09/03/2016

(refus de la résiliation annuelle, sur la base notamment des principes selon lesquels, l'article L113-12 du Code des assurances a trait à la résiliation du contrat d'assurance par le souscripteur (contrat groupe) et non par l'adhérent, que l'existence d'un TEG contractuellement accepté par la banque et l'assurance, empêcherait la déliaison du crédit et de l'assurance).

- COUR D'APPEL DE DOUAI 04/05/2016

(Maintien des dispositions propres à l'assurance emprunteur et à l'assurance groupe qui n'excluent pas la faculté de résiliation annuelle prévue par l'article L113-12 CA)

# ❸ LE DROIT A L'OUBLI

## 1) Le sujet

Jusqu'à maintenant, considérés comme des emprunteurs « à risque », les anciens malades du cancer, même après un certain délai écoulé depuis leur guérison, étaient soit **exclus** de l'assurance, soit contraints de payer des **surprimes** d'un montant parfois exorbitant.

A partir de la convention signée en 03/2015, ces anciens malades ont la possibilité de contracter une « assurance emprunteur » permettant l'octroi d'un prêt, et donc l'accès à la propriété.

**LES INTERVENANTS :** Direction de la Sécurité Sociale, INCA (Institut National du CAncer), le CISS (Collectif Interassociatif Sur la Santé), FFSA, GEMA.

## 2) Les textes :

- Protocole sur le droit à l'oubli, signé le 24 mars 2015.
- Avenant à la convention AERAS intégrant ce droit, signé le 02/09/2015.
- La loi n°2016-41 du 26 janvier 2016, de modernisation du système de santé.

# ❸ LE DROIT A L'OUBLI

## 3) Le cadre

- Pour les cancers survenus avant l'âge de 18 ans, 5 ans après la date de fin du protocole thérapeutique = rien à déclarer.

- Pour les cancers survenus après l'âge de 18 ans, 10 ans après la date de fin du protocole thérapeutique = rien à déclarer.

- Pour les cancers mentionnés sur une grille de référence, dès lors que la date de fin du protocole thérapeutique a cessé depuis un certain nombre d'années inférieur à 15 ans = tarif normal.

***<u>Contrats concernés :</u>***

***- prêts < (ou égal) 320 000€ et***

***- durée n'excède pas le 71ème anniversaire de l'assuré.***

# ❸ LE DROIT A L'OUBLI

**A NOTER :**

- **Cette *« grille de référence »* sera *« régulièrement actualisée »* pour tenir compte *« des progrès thérapeutiques »*.**

- **Ce droit à l'oubli s'étend *« aux pathologies autres que cancéreuses, notamment les pathologies chroniques »*.**

# ELECTION DES REPRESENTANTS DE SECTION

## PAR LUC DE SEIGNEURENS
## DIRECTEUR DU SECRETARIAT GENERAL

# ELECTION DES REPRESENTANTS DE SECTION

➢ ***Règlement Intérieur de MUTLOG et MUTLOG Garanties***

***Art 11 : Désignation du représentant de section***

Dans chacune des 4 sections, les délégués élisent un représentant qui a pour principale fonction d'assurer le relais entre le territoire et l'organisation centrale de la mutuelle.

# ELECTION DES REPRESENTANTS DE SECTION

Ces représentants de sections ont un rôle :

- de référent et de relais entre leur territoire et la mutuelle,
- de soutien à la qualité de gestion en faisant remonter les problèmes rencontrés,
- de concours à la constitution de la boite à idées et, ce faisant, de proposition à l'évolution de nos produits.

- **réunion 1 fois / an**

# ELECTION DES REPRESENTANTS DE SECTION : REGION GRAND NORD

| | | | |
|---|---|---|---|
| Section 1 : Région Grand Nord | | | |
| Nord-Pas de Calais, Picardie, Champagne-Ardennes | | | |
| | | | |
| Madame | BANEK | Priscilla | Nord |
| Monsieur | BELASRI | Mustapha | Nord |
| Monsieur | DELAVALLE | Thierry | Nord |
| Monsieur | DENIEL | Alain | Aisne |
| Monsieur | DESSOUTER | Gauthier | Somme |
| Monsieur | GARCIA | Thierry | Somme |
| Monsieur | GONZALEZ | Pierre | Nord |
| Monsieur | MAUDUIT | Luc | Oise |
| Monsieur | PERU | Yannick | Ardennes |
| Monsieur | QUENELISSE | Claude | Ardennes |
| Madame | RAYE | Angélique | Oise |
| Monsieur | RAYE | Bruno | Oise |

Candidat :

# ELECTION DES REPRESENTANTS DE SECTION : GRAND EST / ILE DE FRANCE

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Section 2 : Région Grand Est/Ile de France** | | | |
| **Ile de France, Alsace-Lorraine, Franche-Comté, Bourgogne, Centre** | | | |
| **Monsieur** | **BACHER** | **Michel** | **Seine et Marne** |
| **Monsieur** | **CHATELAIN** | **Jean-Yves** | **Saône et Loire** |
| **Monsieur** | **CULOTTI** | **Olivier** | **Yvelines** |
| **Monsieur** | **DENIS** | **Stéphane** | **yvelines** |
| **Madame** | **DESBONNES** | **Sarita** | **Essonne** |
| **Monsieur** | **FRANCISCI** | **Jean-François** | **Seine Saint Denis** |
| **Madame** | **GALMES** | **Myriam** | **Doubs** |
| **Monsieur** | **IMBERT** | **Patrick** | **Yvelines** |
| **Madame** | **LOUIS** | **Marie-Laure** | **Nièvre** |
| **Monsieur** | **MUSSARD** | **Jehan-Philippe** | **Indre et Loire** |
| **Monsieur** | **POIDEVAIN** | **Philippe** | **Haut-Rhin** |

Candidat :

# ELECTION DES REPRESENTANTS DE SECTION : GRAND OUEST

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Section 3 : Région Grand Ouest** | | | |
| **Haute-Normandie, Basse-Normandie, Pays de Loire, Bretagne, Poitou-Charentes, Limousin, Aquitaine** | | | |
| | | | |
| | | | |
| **Madame** | **ARNAL** | **Brigitte** | **Seine Maritime** |
| **Monsieur** | **BOUCHET** | **Jean-Marie** | **Pyrénées Atlantiques** |
| **Madame** | **BRAIDA** | **Danièle** | **Lot et Garonne** |
| **Monsieur** | **DEROUET** | **Anthony** | **Loire Atlantique** |
| **Monsieur** | **HINGRAY** | **Jean-Yves** | **Dordogne** |
| **Monsieur** | **JOUBERT** | **Yves** | **Loire Atlantique** |
| **Monsieur** | **LEBRETON** | **Yves** | **Ile et Vilaine** |
| **Monsieur** | **LESCOP** | **Jean-Marie** | **Finistère** |
| **Monsieur** | **PERON** | **André** | **Finistère** |
| **Madame** | **POUTARAUD** | **Frédérique** | **Limousin** |
| **Madame** | **REBERAT** | **Natacha** | **Charente** |
| **Madame** | **TURPAULT** | **Muriel** | **Vienne** |

Candidats : Mme Brigitte ARNAL
M. Yves LEBRETON
M. Jean Marie LESCOP

# ELECTION DES REPRESENTANTS DE SECTION : REGION SUD EST

| | | | |
|---|---|---|---|
| Section 4 : Région Sud Est | | | |
| Auvergne, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, PACA, Corse, Rhône-Alpes, DOM-TOM, Etranger | | | |
| | | | |
| Madame | BAGLIONI | Christelle | Corse |
| Monsieur | BECQUE | Philippe | Hérault |
| Monsieur | BOUIJOUX | Serge | Aude |
| Monsieur | CHEVINEAU | Thierry | Mayotte |
| Madame | CRESCI | Maria | Isère |
| Monsieur | DOIRET | Thierry | Rhône |
| Monsieur | GAY | Sébastien | Corse |
| Monsieur | MOUSSALI | Michel | Tarn |
| Monsieur | LENFANT | Jean-Jacques | Loire |
| Monsieur | PERRIN | Jacky | Isère |
| Madame | RESPAUT | Sylvie | Pyrénées Orientales |
| Madame | THEVENET | Annie | Rhône |
| Monsieur | ZAMORA | Antoine | Ariège |

Candidat : M. Michel MOUSSALI